



Henri THAMIER,

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 Juin 1968



Guy JACQUOT,

Electrices, Electeurs,

Devant l'immense mouvement de protestation qui a soulevé la France entière ces dernières semaines, de Gaulle, la mort dans l'âme, a dû procéder à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les élections législatives des 23 et 30 juin vont donner la parole au peuple et nous nous en réjouissons.

Dans la circonscription de Figeac, les hommes de gauche ont aussi une excellente occasion d'assurer la défaite du docteur Pons, candidat du pouvoir.

Dix ans de pouvoir gaulliste, ça suffit...

L'an dernier, pendant la campagne électorale, Bernard Pons affirmait, au mépris des réalités, que la politique gaulliste était une politique de progrès social. Il promettait « l'expansion économique » de la circonscription. Jugez vous-même...

Les mines de Planioles ont fermé. A Aynac, à Gramat, à Figeac, des entreprises ont massivement réduit leur personnel. De nouvelles communes sont sans école. Le G.O.D. de Sousceyrac est supprimé. Les lycées techniques de Souillac et de Figeac sont menacés.

La loi d'aide à l'élevage n'est pas convenablement appliquée faute de crédits. L'I.V.D. est accordée aux vieux paysans dans des conditions inacceptables. Et ce n'est pas le classement du Lot en zone de rénovation rurale qui compensera le préjudice causé aux exploitants familiaux lotois par une politique agricole qui vise à les faire disparaître rapidement.

Les anciens combattants, les personnes âgées sont oubliés.

Notre jeunesse est souvent réduite à quitter le Quercy pour tenter de trouver du travail ailleurs.

Contre la politique rétrograde du pouvoir, des millions d'ouvriers, d'enseignants, d'étudiants, d'employés, fonctionnaires, de cadres sont entrés en grève ces dernières semaines. Des dizaines de milliers de paysans ont manifesté. Parfois, ils se sont retrouvés au coude à coude, pour la première fois de leur vie, comme à Cahors, le 24 mai, dans une démonstration sans précédent.

Les forces vives de la nation, nos jeunes bafoués, se sont dressés contre le pouvoir personnel qui sacrifie délibérément, depuis dix ans, les intérêts et les aspirations légitimes de notre peuple aux exigences de la grande industrie et de la haute banque.

UNE PREMIÈRE VICTOIRE

L'ampleur du mouvement populaire, sa résolution, sa dignité ont fait reculer gouvernement et patronat.

Des revendications non négligeables ont été satisfaites qui améliorent le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, de l'ensemble des salariés et des pensionnés.

Cela va avoir d'heureuses répercussions sur l'écoulement des produits agricoles, le commerce local et l'artisanat. Quand les ouvriers gagnent mieux leur vie, chacun y trouve son compte.

Encore faut-il remarquer que les négociations auraient pu aboutir plus rapidement sans la mauvaise volonté du gouvernement. En 1936, vingt-quatre heures suffirent pour que fussent signés les accords Matignon !

Il convient cependant de pendre garde que les avantages acquis ne soient pas remis en cause par le pouvoir qui essaiera de reprendre d'une main ce qu'il a dû céder de l'autre.

Pour garantir les victoires acquises, il faut un changement fondamental de la politique de la France.

NOS SOLUTIONS ET NOTRE PROGRAMME

La politique du Parti Communiste Français, dont l'attitude clairvoyante et sage durant les récents événements a été reconnue et appréciée, se propose de mettre fin au régime de pouvoir personnel que nous avons combattu sans défaillance depuis 1958.

Pour y parvenir, nous luttons pour l'union des partis de gauche et des organisations démocratiques autour d'un programme commun au contenu social avancé. A cet égard, nous nous réjouissons des pas importants faits sur cette voie grâce aux accords P.C.F.-F.G.D.S. du 24 février et du 1er juin 1968. Mais nous estimons aussi qu'il faut aller très vite vers l'établissement d'un programme de gouvernement qui offrira des perspectives claires aux travailleurs, aux républicains de notre pays.

Nous nous prononçons pour la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique au sein duquel les communistes auront leur place légitime, c'est-à-dire celle que leur donnent les millions de suffrages des Français et des Françaises qui leur font confiance.

Nous ne revendiquons pas le pouvoir pour nous seuls, comme certains dirigeants F.G.D.S. ont tendance à le faire, ce qui est irréaliste quand on ne dispose que de 20 % du corps électoral.

Nous voulons un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur le peuple et rendu possible par l'union des forces de gauche.

LE VÉRITABLE CHOIX

— De Gaulle et Pompidou et leurs amis politiques cherchent à faire peur en agitant un prétendu danger communiste. Ils font cela pour tenter de sauver le régime et pour rassembler autour de leur bannière les éléments les plus rétrogrades, y compris les O.A.S. et tous les comploteurs du 13 mai.

— Vous ne serez pas dupes. Le choix est entre l'utilisation prochaine par le régime actuel, s'il triomphait, de méthodes dictatoriales plus brutales et le retour à une démocratie véritable, fondée sur l'union des forces ouvrières et démocratiques.

— Pour que tout soit bien clair, le Parti Communiste rappelle qu'il appliquera scrupuleusement dans la circonscription de Figeac, comme ailleurs, l'accord national de désistement F.G.D.S.-P.C.F. pour le candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel.

— Sans des pressions scandaleuses, des manœuvres déloyales et des attitudes équivoques, le docteur Pons n'aurait pas été élu au 2^e tour, en 1967. Henri Thamier, candidat unique de la gauche, aurait triomphé comme le voulaient 18.112 électeurs de notre circonscription, dont beaucoup estiment sans doute qu'il faut lui assurer cette fois le siège qu'il aurait dû obtenir alors.

— En tout cas, le Parti Communiste tient à préciser qu'il ne saurait retirer, au 2^e tour, ses candidats pour les centristes du P.D.M. Nous n'entendons pas revenir aux pratiques funestes de la 4^e République où la gauche acceptait de s'allier à la droite, pour le seul profit de la réaction.

L'attitude du groupe P.D.M. au Parlement a toujours consisté à sauver en définitive le gouvernement Pompidou et les déclarations anticomunistes des Duhamel et Lecanuet ne valent pas mieux que celles des dirigeants actuels de la V^e.

VOTEZ COMMUNISTE

- pour l'unité de la classe ouvrière et l'union de tous les vrais républicains,
- pour un programme de gouvernement commun aux partis de gauche,
- pour ouvrir la voie au renouveau démocratique et avancer vers le socialisme.

Voter communiste, c'est voter pour un programme d'expansion économique, grâce à la nationalisation des grands monopoles, à la réforme démocratique de la fiscalité, appuyées par la lutte contre la vie chère et l'inflation.

Dans l'ordre social, notre programme met l'accent sur l'amélioration des salaires, la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la pleine égalité des droits pour la femme et l'amélioration de sa condition, le droit de vote à 18 ans, l'extension des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan et une agriculture moderne au profit du plus grand nombre, la modernisation de l'Université, le quart du Budget à l'Education Nationale, les problèmes du logement et de la santé, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Notre programme est un programme de paix et de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement, qui exige en particulier pour le peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est voter pour ce programme novateur et efficace.

Voter communiste, c'est voter pour l'abrogation des dispositions constitutionnelles sur lesquelles repose le régime de pouvoir personnel et la mise en place d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale, qui gouvernera en appliquant le programme voulu par la majorité du peuple, et dont la stabilité sera fondée sur l'entente des partis démocratiques.

Voter communiste, c'est voter pour la démocratie et le socialisme.

Pour la défaite du pouvoir gaulliste.

Pour l'avènement d'un gouvernement populaire et d'Union démocratique à participation communiste.

Faites confiance, dès le 1er tour, à

Henri THAMIER

CANDIDAT

Instituteur, ancien député,

Ce parlementaire exemplaire durant douze ans qui a toujours voté et agi pour défendre les travailleurs lotois et faire avancer l'union de la gauche.

Guy JACQUOT

REMPLAÇANT EVENTUEL

Ancien ouvrier métallurgiste de 31 ans qui, par son travail opiniâtre, est devenu Professeur technique adjoint au Lycée de Figeac.

VU LES CANDIDATS.